

Vivre en France en démocratie depuis 1945

Notes de conférence

(Sabrina Tricaud, Paris le 05/02/2026)

Depuis la Libération, la France connaît une profonde transformation politique, économique, sociale et culturelle qui s'inscrit dans un cadre démocratique renouvelé. Vivre en France en démocratie depuis 1945 implique à la fois l'enracinement des institutions républicaines, la modernisation de la société et l'émergence de nouvelles formes de contestation et de désenchantement politique.

L'enracinement d'une vie démocratique depuis la Libération

À la Libération, la France refonde son système politique sur des bases démocratiques affirmées. Le préambule de la Constitution de la IV^e République, repris par celle de la Ve République, consacre des droits politiques, économiques et sociaux élargis, hérités notamment du programme du Conseil national de la Résistance. Cette période marque la volonté de construire une « République moderne », selon l'expression de l'historienne Jenny Raflik.

Cependant, les difficultés institutionnelles de la IV^e République conduisent à une réforme profonde du régime. La Ve République, instaurée en 1958, renforce considérablement le pouvoir exécutif. Cette évolution s'accroît en 1962 avec l'élection du président de la République au suffrage universel direct, puis en 1981 avec l'alternance politique, qui confirme la solidité du cadre démocratique. Ainsi, malgré les changements de majorité, une continuité institutionnelle s'installe, participant à l'enracinement durable de la démocratie française.

Modernisation économique et mutations sociales

Parallèlement, la France connaît une modernisation rapide de son économie et de sa société. Les décennies d'après-guerre sont longtemps désignées sous le nom de « Trente Glorieuses », concept forgé en 1979 par l'économiste Jean Fourastié pour qualifier une période de forte croissance, de progrès technique et d'élévation du niveau de vie. Cette prospérité favorise l'urbanisation, la consommation de masse et l'extension de l'État-providence.

Néanmoins, ce concept est aujourd'hui critiqué par les historiens, qui insistent sur les inégalités sociales, les tensions culturelles et les limites environnementales de cette croissance. À partir des années 1970, la libéralisation économique et les premières crises remettent en cause le modèle précédent, accentuant les mutations du travail et les incertitudes sociales.

Contestations, mobilisations et nouvelles causes

Ces transformations nourrissent des formes croissantes de contestation. Dès les années 1950 et 1960, la critique de la société de consommation apparaît dans la littérature, notamment

chez Boris Vian avec *La Complainte du progrès* (1956) ou Georges Perec dans *Les Choses* (1965). Ces contestations culturelles trouvent leur expression la plus spectaculaire lors des événements de Mai 1968, qui remettent en cause les hiérarchies sociales, l'autorité politique et les normes culturelles.

À partir des années 1970, de nouveaux combats militants émergent ou se renforcent : luttes féministes, revendications des minorités, parfois marquées par des formes de radicalité. La défense de l'environnement devient également un enjeu politique majeur, avec la création d'un ministère dédié en 1971 et la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974, symbole de l'entrée de l'écologie dans le débat public.

Mondialisation, médiatisation et transformations du rapport à la politique

La France est aussi profondément marquée par la mondialisation. L'immigration, d'abord perçue comme un facteur d'intégration économique, fait naître progressivement l'idée d'une « crise du creuset », révélant les difficultés d'intégration et les tensions identitaires. La société française s'inscrit désormais dans un espace mondialisé, caractérisé par des images planétaires, une globalisation culturelle et une certaine américanisation des modes de vie.

La médiatisation joue un rôle central dans ces évolutions. La télévision, puis aujourd'hui les réseaux sociaux, transforment le rapport des citoyens à l'information et à la politique. Cette évolution contribue à une désacralisation de la vie politique et à un désenchantement croissant à partir des années 1970-1980. L'abstention électorale progresse fortement, passant d'environ 15 % à près de 28 %, tandis que les discours populistes gagnent en visibilité.

Conclusion

Ainsi, vivre en France en démocratie depuis 1945 signifie à la fois bénéficier d'institutions républicaines solides et faire face à des mutations profondes qui fragilisent le lien civique. La démocratie française apparaît durablement enracinée, mais traversée par des tensions économiques, sociales et culturelles. Comme le résumait Georges Pompidou, « les peuples heureux n'ont pas d'histoire » : l'histoire contemporaine de la France montre au contraire une démocratie vivante, souvent contestée, mais en constante recomposition.